

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 17/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GIVAUDAN FRANCE NATURALS

Site d'Agroparc 250 rue Pierre Bayle BP 81218
Montfavet
CEDEX 9
84140 Avignon

Références : D-00761-2025
Code AIOT : 0006400486

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2025 dans l'établissement GIVAUDAN FRANCE NATURALS implanté Site d'Agroparc 250 rue Pierre Bayle BP 81218 Montfavet CEDEX 9 84140 Avignon. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération de contrôle menée en septembre 2025 sur l'ensemble de la région Provence-Alpes Côte d'Azur par l'Inspection des Installations Classées et concerne la gestion du risque légionelle associé à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect de certaines prescriptions réglementaires applicables à ce type d'installations et de rappeler aux industriels les enjeux sanitaires liés à leur exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIVAUDAN FRANCE NATURALS
- Site d'Agroparc 250 rue Pierre Bayle BP 81218 Montfavet CEDEX 9 84140 Avignon
- Code AIOT : 0006400486
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GIVAUDAN (ex NATUREX) exploite depuis 1993 sur la commune d'Avignon (site d'Agroparc) une usine de fabrication d'ingrédients naturels (arômes, colorants, compléments alimentaires) pour les industries alimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques.

Pour cela elle procède notamment à des extractions de matières végétales pour l'essentiel, par des solvants aqueux et organiques (hexane et éthanol).

Consistance de l'installation :

- Le site de GIVAUDAN se compose d'un ensemble de bâtiments d'une surface totale de 10 000 m² sur les parcelles section BM n° 119, 120, 179, 183 d'une surface d'environ 28 900 m². Le bâtiment comprend des installations de production, des cellules de stockage avec notamment une cellule frigorifique et un ensemble de bureaux en R+1 au-dessus des cellules d'entreposage.

L'installation est réglementée par:

- l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012 modifié, notamment par les arrêtés préfectoraux du 30 avril 2015 et 23 novembre 2017.
- Le dernier acte réglementaire du 23 novembre 2017 tient compte des rubriques consécutives à la directive dite SEVESO 3. Il fait notamment état du classement des activités, relevant lors de la rédaction du rapport ayant donné lieu à cet arrêté préfectoral complémentaire de la déclaration uniquement.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- BIOCIDES
- Inspection généraliste produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7 I .1. a)	Mise en demeure	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Informations générales du site	Autre du 17/07/2025, article Néant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.2.1	Sans objet
4	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7 I.3.e)	Sans objet
5	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7. II.1.	Sans objet
6	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7. II.2.	Sans objet
7	Produits Chimiques	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art. 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours des deux dernières années, le site GIVAUDAN n'a pas connu de dépassement des valeurs de concentration bactérienne en *legionella pneumophila*.

GIVAUDAN délègue la gestion de ses tours aéro-réfrigérante à une société extérieure spécialisée dans le domaine. L'Analyse Méthodologique des Risques est réalisée en interne, si elle est à jour il manque plusieurs items listés par l'article 26 I-1 a) de l'arrêté Ministériel du 14/12/2013. GIVAUDAN est mis en demeure de compléter son AMR conformément à la réglementation en vigueur.

GIVAUDAN devra également rendre accessible les informations listées à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 19 mai 2004 au niveau des stockages des biocides.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations générales du site

Référence réglementaire : Autre du 17/07/2025, article Néant
Thème(s) : Situation administrative, Informations générales de l'installation
Prescription contrôlée : Vérifier la situation administrative de l'installation qui relève de la rubrique 2921.
Constats : Le site GIVAUDAN d'Avignon utilise une TAR de 1593 kW soumise à déclaration contrôle pour la rubrique 2921-1b. Cette TAR est utilisée pour le refroidissement des eaux de réfrigération. Les informations sont concordantes avec la situation administrative de l'ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets sont aménagés de façon à éviter l'aspiration de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures ; b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé. Objet du contrôle : implantation des rejets d'air.
Constats : Lors de l'inspection nous nous sommes rendus sur site. Le relevé des coordonnées de la TAR sont (Lambert 93) : X=850962 Y=6315877 Lors de l'inspection nous avons constaté qu'une fenêtre de bureau se situait à moins de 8 mètres de la TAR. Cependant l'installation de la TAR est antérieure à 2014 et la prescription relative à l'éloignement d'ouverture de locaux occupés de manière permanente ne s'applique pas. L'exploitant a toutefois déclaré vouloir condamner l'ouverture de la fenêtre concernée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7 I .1. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses Méthodiques des Risques
Prescription contrôlée : <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...]</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;- les points critiques liés à la conception de l'installation ;- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...] <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>[...]</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none">- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p>
Constats : <p>Givaudan dispose d'une Analyse Méthodique des Risques à jour, la version en cours ayant été rédigée le 1er juillet 2025. Le document est rédigé en interne sur la base d'un tableur et comprend les rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- généralité sur la finalité de l'AMR et la fréquence de mise à jour- description de la méthode d'analyse de risque employée- analyse des risques et évaluation de la criticité résiduelle- plan d'action

<p>Le plan d'action n'est pas renseigné dans la version 2025.</p> <p>Les rubriques suivantes, prescrites par l'AM du 14/12/2013 à l'annexe I article 3.7 I.1 a) ne sont pas présentes dans le document ce qui est une non-conformité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; <p>Le document ne traite pas de la recherche de bras morts sur l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>GIVAUDAN devra faire évoluer son AMR de manière à ce que le document soit conforme aux prescriptions de l'AM du 14/12/2013, annexe I article 3.7 I.1 a)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Prévention des accidents et pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7 I.3.e)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats à l'IIC</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2024 et 2025 l'exploitant a transmis mensuellement les résultats de ses analyses de concentration en legionella pneumophila sur l'application GIDAF. Aucun dépassement n'a été constaté en 2024 et 2025.</p> <p>GIVAUDAN a présenté les dernières analyses des eaux de rejets de la TAR du site relatives à l'identification de dérives des paramètres physico-chimiques des eaux, dérives à-même d'alerter sur un dysfonctionnement du système. Le rapport d'analyse N° 25060779-001 de la société Normec du 5 février 2025 conclue à une eau conforme. Les paramètres suivants ont été mesurés : AOX, As, Br, Cl, DCO, Fe, MES, Ni, P, Pb, ZN, solvants chlorés, pH</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7. II.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (105 UFC/L)
Prescription contrôlée : <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau".</p> <p>[...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité [...], et met en œuvre des actions curatives [...]. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...] Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;</p> <p>b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;</p> <p>c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;</p> <p>d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...] ;</p> <p>e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, [...]. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. [...] [...]</p>
Constats : <p>Au cours des deux dernières années il n'y a pas eu de dépassement du seuil de 10^5 UFC/l. GIVAUDAN a présenté la procédure interne à mettre en oeuvre en cas de dépassement. la dite procédure comprend l'arrêt des TAR, la transmission aux personnels Givaudan et aux services de l'état de la situation et l'intervention physique par la société Aquaprox sur le réseau et la TAR. Cette intervention est formalisée par le contrat annuel n)2024FLAM1609 du 16 septembre 2024.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7. II.2.
--

Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (103 UFC/L)
--

Prescription contrôlée :

a) Cas de dépassement ponctuel :

[...], l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila [...].

b) Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles [...]

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en Legionella pneumophila correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives[...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.
[...]

Constats :

Il n'y a pas eu de dépassement du seuil de 10^3 UFC/l au cours des deux dernières années pour la TAR. Cette procédure est détaillée dans un document du prestataire de service.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Produits Chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art. 10
--

Thème(s) : Risques chroniques, Produits Chimiques
--

Prescription contrôlée :

L'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français :

a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ; [...]

d) Les utilisations autorisées du produit biocide ;

e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ; [...]

h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ; [...]

l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ;
[...]

Les indications requises aux points a, b, d et, le cas échéant, g et m, doivent figurer sur l'étiquette du produit. Les indications requises aux points c, e, f, h, i, j, k, l et n peuvent figurer sur un autre endroit de l'emballage ou faire l'objet d'une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.

Constats :

Nous avons pu constater de la présence des étiquettes sur les réservoirs de biocide en place sur l'installation.

L'étiquetage en place ne donne pas les informations obligatoires données définies à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 19/05/2004. Ces informations en revanche sont partiellement contenues dans les fiches de données de sécurité présentées à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire remonter ces constats auprès du fournisseur de produits biocides en vue d'engager les actions correctives.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : -

Proposition de délais : -